



Partenariat d'Appui Accélééré par les Pairs PAP-APP

Rapport 2018-2020 de la Cour des comptes de la RDC

Période : octobre 2018 - avril 2020



Ce rapport est préparé pour la Réunion Annuelle de la Coopération, comme l'exige l'Accord de Coopération au chapitre 4.

Contents

1. Contexte	5
2. Progrès et plans actualisés.....	6
Réalizations et résultats attendus.....	6
Jalons et plans actualisés	7
Budget et dépenses	8
3. Réussites	9
4. Défis et évaluation actualisée des risques	9
5. Coordination du soutien externe (groupe de soutien aux projets).....	11
Réunions de sensibilisation des partenaires.....	11
Défis	12
Partenaires potentiels.....	12
Comment les partenaires peuvent-ils fournir un soutien.....	12
6. Leçons tirées de la mise en œuvre du projet	13
7. Annexe- jalons et plans actualisés- version révisée	14

**Mot du Premier président de la Cour des comptes de la République Démocratique du
Congo à l'occasion de la réunion annuelle du PAP-APP le 21 mai 2017**

**Monsieur le Directeur général de l'IDI,
Monsieur le Directeur du Secrétariat du CREFIAF,**

Au nom de tous les personnels de la Cour des comptes de la République Démocratique du Congo, et en mon nom propre, je voudrais saluer le dévouement avec lequel vous ne ménagez aucune peine pour nous soutenir dans l'accomplissement de notre mandat.

Celui-ci vous porte à vous préoccuper du soutien à apporter aux institutions supérieures de contrôle impliquées dans le PAP-APP, au moment où le monde, envahi par des statistiques des décès liés à la pandémie du virus corona ainsi que celles des personnes qui en sont infectées, retient son souffle face à des lendemains incertains.

Je formule pour vous-mêmes et pour ceux qui vous sont chers mes vœux d'une solide santé, à l'abri de la protection du Très-Haut.

La Cour des comptes de la RDC est profondément reconnaissante, à travers vous, envers l'IDI et le CREFIAF pour le choix qui a été porté sur elle en réponse à sa requête pour prendre part au processus du PAP-APP.

Notre gratitude s'étend aux bailleurs qui vous permettent à vos institutions de déployer votre activité et à toutes les ISC sœurs dont le personnel nous a accompagnés, au sein de l'Equipe de pairs, dans l'évaluation de nos statuts et besoins, ainsi que dans l'élaboration de notre plan stratégique 2020-2024.

**Monsieur le Directeur général de l'IDI,
Monsieur le Directeur du Secrétariat du CREFIAF,
Chers collègues,**

J'ai de la peine à réaliser que bientôt, une année se sera écoulée depuis les assises de la première réunion annuelle du PAP-APP, à l'Hôtel Selton de Kinshasa, et que deux ans sont passés depuis notre adhésion au processus du PAP-APP.

L'élaboration du rapport sur le statut et les besoins de notre institution nous a permis de mieux percevoir l'étendue de ce qui est attendue d'une ISC, ainsi que l'ampleur et l'importance de sa contribution pour faire la différence dans la vie des populations.

Nous avons beaucoup appris et continuerons de le faire tout au long du déroulement de ce programme. Notre situation requiert cependant que vous demeuriez à nos côtés.

L'accord de coopération relatif au PAP-APP prévoyait l'atteinte de ces résultats du programme en juin 2020 :

[Rapport de la Cour des comptes de la RDC sur son projet PAP / APP 2018-2020](#)

1. Gestion stratégique de la CC/RDC renforcée ;
2. Soutien externe suffisant, efficace et coordonné pour le renforcement des capacités de la CC/RDC ;
3. Sensibilisation au genre assurée au sein de la CC/RDC et audits budgétaires sensibles aux genres effectués.

Nous ne pouvons honnêtement dire, aujourd'hui, que les progrès réalisés dans les trois domaines ont permis d'atteindre les résultats poursuivis. Les mesures sanitaires édictées par l'IDI et le confinement décidé dans le cadre de l'urgence sanitaire par les autorités de la RDC sont intervenus alors que le Chef de l'Equipe de pairs avait déjà en main son visa d'entrée en RDC pour assister la Cour dans la finalisation de ses plans stratégiques et opérationnels.

En dépit d'une certaine amélioration dans les contacts pertinents, la CC/RDC n'a pas non plus conclu des accords de soutien avec les bailleurs de fonds pour le financement de ses projets du plan stratégique.

Plusieurs facteurs expliquent cette situation, notamment les contraintes liées aux capacités de la CC/RDC et sa nature collégiale. Le confinement lié au covid-19 pourrait, en plus retarder la mise en œuvre de mesures envisagées pour y remédier.

Les mesures se rapportent aux résultats précités qui n'ont pas été atteints. En ce qui concerne le renforcement de la gestion stratégique de la CC/RDC, une évaluation interne nous permettra de faire le point pour identifier les points faibles qui requièrent des améliorations en dépit des avancées enregistrées. La dernière mouture du plan stratégique 2020-2024 a été communiquée à l'équipe de pairs pour recueillir ses dernières observations avant l'adoption par le Comité de direction de la CC/RDC

Les contacts déjà établis avec des bailleurs potentiels seront poursuivis pour aboutir à des accords de soutien. Le noyau constitué avec la Banque mondiale, le ministère des Affaires étrangères de la France à travers l'ambassade de ce pays et l'Agence française de développement servira des points de départ. Nous allons, de même, entretenir l'intérêt que nous ont témoigné la Cour des comptes de France et son homologue américain, le General Accounting Office.

La sensibilisation au genre fait déjà l'objet d'échanges informels avec l'ONU Femme, agence spécialisée des Nations Unies pour cette thématique, en vue d'une formation comme préalable à la conduite des audits budgétaires sensibles au genre.

C'est ainsi que la CC / RDC apprécie que le Comité de pilotage du PAP-APP prévoit à l'ordre du jour de cette rencontre, des discussions relatives à l'extension de l'accord de coopération qui nous lie. Nous souhaitons que notre demande à cette fin soit examinée favorablement pour nous permettre d'atteindre les résultats non encore achevés du programme.

Le contexte ayant justifié l'engagement de la CC/RDC dans le processus du Partenariat d'appui accéléré par les pairs, caractérisées notamment par un environnement difficile pour l'accomplissement de notre mandat, sont encore globalement les mêmes. Le fait pour la Cour d'être restée longtemps en marge des activités de l'INTOSAI ne lui a pas permis d'être à jour avec les innovations intervenues sur une longue période.

Il y a cependant un grand espoir de changement dont les prémisses sont de nombreuses procédures judiciaires, impliquant des grandes figures publiques pour leur gestion reprochable de deniers publics et pour non-respect de la législation relative à la passation des marchés.

Cette tournure modifiera sans nul doute la perception que les bailleurs ont de la RDC et qui rejaillit sur sa Cour des comptes. Celle-ci n'est pas, en effet, un élément isolé et son sort est étroitement lié à celui de son pays, ainsi que nous l'avons mentionné dans le rapport annuel 2018-2020. Les bailleurs souhaiteraient soutenir la Cour, à condition que les autorités du pays lui redonnent sa place.

A court et à moyen termes, la CC/RDC sera en mesure de bâtir sur ses acquis pour se hisser au niveau des exigences de son domaine d'intervention et être cette institution modèle dont toutes les autres, notamment du secteur public et de la profession comptable, doivent s'inspirer. Mais elle a besoin, pour ce faire, de votre soutien continu, sur base, comme recommandé par les évaluateurs du programme PAP-APP, d'une discussion correcte de la théorie implicite générique du changement personnalisé.

Je vous remercie.

Ernest IZEMENGIA NSAA NSAA

1. Contexte

La Cour des comptes de la République Démocratique du Congo (CC/RDC) a souhaité renforcer ses capacités en vue d'améliorer sa performance. A cette fin, elle a adressé en 2017 une requête à l'INTOSAI Donor Corporation pour bénéficier de l'appui des bailleurs dans le cadre du Partenariat d'appui accéléré par les pairs (PAP-APP), dont le but est de donner aux ISC œuvrant dans des environnements difficiles les moyens de renforcer leurs capacités, en vue de l'amélioration de leurs performances.



Cette demande ayant été examinée favorablement, la CC/RDC a participé aux ateliers de sensibilisation et d'évaluation des besoins organisés par l'IDI et le CREFIAF à Yaoundé, au Cameroun, en avril et octobre 2018. Elle a ensuite élaboré un rapport sur son statut et ses besoins. Et sur base de ce rapport, la CC/RDC a élaboré un projet de plan stratégique en vue d'améliorer son fonctionnement et la conduite de ses audits et missions de contrôle, au regard des normes internationales pertinentes, de rencontrer ses besoins en matériels et infrastructures, et d'améliorer et consolider ses rapports avec les parties prenantes.

Le présent rapport est préparé en vue de la Réunion Annuelle de la Coopération, conformément aux dispositions du chapitre 4 de l'Accord de Coopération pour la mise en œuvre du PAP – APP ; il couvre la période d'octobre 2018 à avril 2020. Le rapport rappelle le contexte de l'adhésion de la CC/RDC au processus du PAP – APP et fait le point sur le progrès réalisé dans le la mise en œuvre de ce programme. Il identifie les jalons et indique les plans actualisés et le budget ; il fait état des réussites du processus, identifie les défis et procède à une évaluation actualisée des risques, fait l'état des lieux des efforts de coordination du soutien des bailleurs et enfin, tire les enseignements reçus du processus.

2. Progrès et plans actualisés

Réalisations et résultats attendus

Résultats de l'ISC	Indicateurs	Principaux résultats attendus (Activités à réaliser)	Statut
1. Gestion stratégique renforcée	<p>Indicateur du cycle de planification stratégique CMP-ISC -3</p> <p>Cible : Score 2 (de l'ISC) d'ici la fin de 2019 - Cadre de mesure de la performance</p> <p>Mesure : Méthodologie CMP-ISC-3</p>	<p>a. Évaluation des besoins en vue de l'élaboration d'un plan stratégique</p> <p>b. Plan stratégique basé sur une évaluation des besoins et contenant des éléments de base pour une performance efficace de la CC/RDC</p> <p>c. Elaboration d'un Plan opérationnel avec une orientation claire sur les performances et les résultats, en particulier une indication du nombre d'audits à effectuer annuellement en relation avec le mandat et les capacités de la CC/RDC</p>	<p>a. Réalisé</p> <p>b. Non réalisé Le plan stratégique est à un stade avancé de projet, en attendant l'examen et l'approbation d'une session conjointe des Chambres. Cela est retardé en raison de la situation de Covid-19.</p> <p>c. Non réalisé Le plan opérationnel est en cours de finalisation et doit être approuvé avec le plan stratégique par le Comité de direction de la Cour.</p>
2. Soutien externe suffisant, efficace et coordonné pour le renforcement des capacités	<p>Si l'ISC a établi des accords de soutien au renforcement des capacités permettant la mise en œuvre du plan stratégique.</p> <p>Cible : fin 2019</p> <p>Mesure : L'évaluation qualitative de l'ISC s'il y a des dispositions de support (d'assistance) externes suffisantes pour</p>	<p>a. Un plan complet et global pour des soutiens externes indiquant le soutien financier et technique externe nécessaire à la mise en œuvre du plan stratégique, y compris les projets prioritaires et les propositions de projets.</p> <p>b. La CC/RDC a un personnel dédié au programme et la responsabilité de la coordination du soutien externe.</p> <p>c. Requêtes pour le soutien des partenaires</p>	<p>a. Non réalisé</p> <p>b. Non réalisé Mais des membres et agents de la Cour sont identifiés et seront préparés à cette fin.</p> <p>c. Non réalisé Des contacts établis mais les demandes seront précisées lors de la présentation du plan stratégique aux partenaires.</p>

Résultats de l'ISC	Indicateurs	Principaux résultats attendus (Activités à réaliser)	Statut
	chaque objectif dans le plan stratégique : 1. Soutien demandé 2. Soutien confirmé		
Sensibilisation au genre assurée au sein de la CDC/RDC et audits budgétaires sensibles au genre effectués	Si les plans mis à jour au niveau de l'ISC contiennent des stratégies efficaces liées au genre, à l'inclusion et à la diversité. Cible : fin 2019 Mesure : évaluation qualitative	Stratégies pour la promotion du genre et la conduite d'audits budgétaires sensibles au genre dans les plans stratégique et opérationnel.	Le plan stratégique contient des dispositions relatives au genre à développer au cours de sa mise en œuvre. Cependant, les plans stratégiques et opérationnels sont en cours de finalisation.

Jalons et plans actualisés

Jalon	Mois initialement prévu	Mois effectif	Mois escompté	Activités en bref et commentaires
Établir les fonctions du projet	Septembre 2018	Septembre 2018		Point focal et Equipe stratégique constituée dans le délai prescrit.
Evaluation de besoins	Décembre 2018	Mai 2019		L'élaboration du rapport sur le statut et les besoins de la CC/RDC a été finalisée en retard
Consultations des parties prenantes sur les attentes en matière de développement de l'ISC	Mars 2019	Juin et Octobre 2019		Rencontres avec l'Ambassade de France, l'Agence française de développement, Banque mondiale et discussion en interne et lors des ateliers. Point de vue des partenaires et du personnel pris en compte. La consultation doit être élargie.
Planification stratégique et opérationnelle	Octobre 2019		Octobre 2020	Le plan stratégique a été finalisé et adopté son appropriation par les chambres

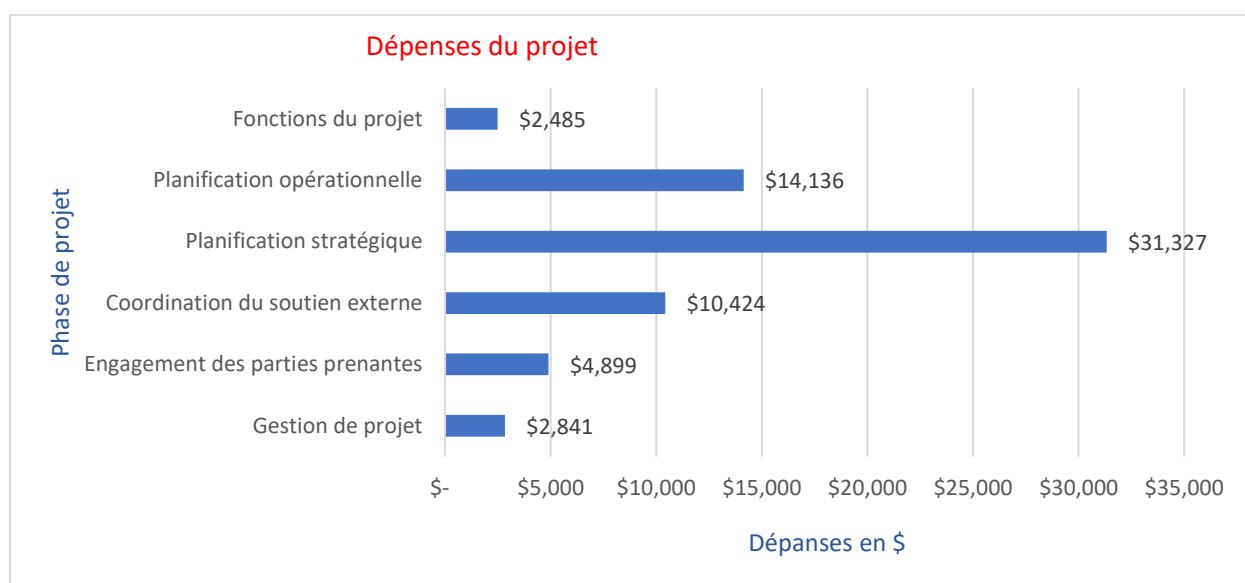
Jalon	Mois initialement prévu	Mois effectif	Mois escompté	Activités en bref et commentaires
				de la CC/RDC doit encore être assurée. Le plan opérationnel doit encore être finalisé.
Planification de soutien externe de long terme	Décembre 2019		Septembre 2020	Non encore réalisée.
Gestion de projet	Juin 2020		Décembre 2020	En cours.

Budget et dépenses

Les dépenses en 2018 étaient conformes au budget, mais en 2019, il y a eu un dépassement budgétaire de 56%.

Ce dépassement s'explique par l'augmentation des activités, principalement l'inclusion d'un plus grand nombre de participants de l'ISC dans le Projet afin de faciliter l'atteinte des objectifs du Projet. Les prix des biens et services ont également été plus élevés que prévu.

En raison de la situation incertaine de Covid-19, le budget 2020 devrait être sous-utilisé. A noter toutefois que des allocations ont été augmentées pour renforcer l'infrastructure Internet de l'ISC afin de faciliter la collaboration en ligne avec l'équipe de pairs du Projet.



3. Réussites

L'événement positif marquant de l'année aura été l'organisation de la première réunion officielle, autour du PAP-APP. Cette réunion a témoigné de l'intérêt d'un partenaire important, la Banque mondiale, membre de l'INTOSAI et chef de file des partenaires au développement de la RDC, qui s'est engagé à soutenir la CC/RDC dans la mise en œuvre du PAP-APP.

Dans ce cadre, nous pouvons mentionner l'intérêt manifesté aussi bien par la Cour des comptes de France que par le General Accounting Office en marge de l'INCOSAI, en Russie.

Le projet PAP-APP a facilité une collaboration accrue entre les différentes catégories du personnel et les Chambres des comptes de la Cour, contribuant ainsi à briser le cloisonnement entre les composantes de la Cour.

Un nombre représentatif des membres et du personnel de la Cour des comptes a participé au processus de planification stratégique dans le cadre du PAP-APP. Ce processus a permis l'appropriation du plan stratégique par les différentes composantes de la Cour, ce qui devrait en faciliter la mise en œuvre.



4. Défis et évaluation actualisée des risques

Risque	Description	Mesures de contrôle par la CDC/RDC	Mesures de contrôle par l'Equipe de pairs	Niveau de risque en prenant en compte les mesures de contrôle (faible, moyen ou élevé)
Changement du leadership de la CDC/RDC	Nomination de nouveaux dirigeants.	Classement et archivage adéquat pour une bonne passation des dossiers Sensibilisation des nouveaux dirigeants par l'Equipe stratégique.	Appui politique et diplomatique auprès des autorités nationales. Sensibilisation des nouveaux dirigeants par l'Equipe des pairs.	Moyen.
Instabilité politique	Tiraillements au sein de la coalition à	Comportement professionnel et	Appui politique et diplomatique auprès des	Moyen.

Risque	Description	Mesures de contrôle par la CDC/RDC	Mesures de contrôle par l'Equipe de pairs	Niveau de risque en prenant en compte les mesures de contrôle (faible, moyen ou élevé)
	L'Assemblée nationale.	apolitique de la Cour.	autorités nationales	
Financement insuffisant de la CDC/RDC par l'Etat	Paiement irrégulier des frais de fonctionnement et quasi-absence de financement des missions de contrôle.	Plaidoyer auprès de l'Assemblée nationale et des ministères compétents.	Appui politique et diplomatique auprès des autorités nationales.	Moyen.
Non amélioration du système de communication au niveau de la Cour	Absence d'un système informatique performant avec difficultés de communication en interne.	Partage du Modem PAP-APP	Renforcement pour permettre la communication au sein de l'Equipe PAP-APP	Faible.
Manque de financement pour les projets	Manque de soutien des donateurs pour les projets identifiés afin de mettre en œuvre le plan stratégique.	Améliorer la qualité et la pertinence des audits pour attirer l'attention des partenaires. Intensifier le plaidoyer auprès des donateurs. Dialogue avec le gouvernement pour plus de ressources.	Soutenir et accompagner la Cour des comptes par l'expertise et les conseils en matière d'audits, de contrôles et de plaidoyer auprès de ses parties prenantes.	Élevé

5. Coordination du soutien externe (groupe de soutien aux projets)

Réunions de sensibilisation des partenaires

Des réunions ont été organisées avec l'Ambassade de France et l'Agence française de développement, conjointement et séparément. Ces réunions ont permis, pour la première, au Point focal pour le PAP-APP, appuyé par le Leader de l'Equipe des pairs, d'expliquer à ces partenaires la philosophie qui sous-tend le PAP-APP et ses objectifs, ainsi que le rôle important attendu des bailleurs et des partenaires financiers pour animer le Groupe de soutien et accompagner la mise en œuvre des projets développés dans le cadre du Plan stratégique de la CC/RDC. Ces partenaires ont témoigné de l'intérêt et promis d'examiner la possibilité de contribuer à la mise en œuvre du plan stratégique de la CC/RDC.



A ce jour, la Cour des comptes de la RDC ne dispose pas encore d'un Groupe de soutien externe suffisant, efficace et coordonné. Mais les bases existent, avec le soutien de la Banque mondiale, pour mettre en place un réseau de partenaires et mobiliser leur soutien.

Le 20 octobre 2019 a eu lieu la première réunion formelle autour du PAP-APP pour la CC/RDC. Organisée conjointement par cette dernière institution et la représentation de la Banque mondiale en RDC, cette rencontre a connu la participation en ligne de l'IDI et de la Cour des comptes de France, tandis que l'Ambassade de France et l'Agence française de développement y ont pris part physiquement.

L'Equipe de la Cour des comptes avait présenté le contexte du développement du PAP-APP et son plan stratégique. La présentation avait été suivie de l'expression des attentes des

participants à la réunion qui avaient recommandé à la Cour de décliner son plan stratégique en plans opérationnels, avec des axes pertinents, priorisant et hiérarchisant les interventions, et de faire ressortir ses résultats antérieurs dans le plan pour permettre l'identification des tendances pouvant être soutenues.

La Cour était invitée à prendre en considération, aussi bien l'environnement interne qu'externe, de démontrer la volonté de changement et sa capacité d'absorber une réforme. Les partenaires ont souhaité, en effet, contribuer à des résultats pérennes.

A cette occasion, la Cour des comptes de France avait annoncé la visite en RDC, de Monsieur Rémi FRENTZ, Conseiller maître et Directeur des relations internationales de l'audit externe et de la francophonie. Des conflits de calendriers des partenaires désireux de se joindre à la Cour des comptes de France lors de cette visite, puis ensuite la pandémie du virus corona ont conduit à la postposer.

Cette réunion a également donné lieu à une manifestation de l'intérêt des quelques partenaires. La Banque mondiale, chef de file des partenaires au développement en RDC, avait exprimé son soutien aux projets de la CC/RDC et d'en accompagner la mise en œuvre.

Défis

Les défis auxquels la CC/RDC fait face peuvent être reliés à la perception générale du pays dont la gestion des finances publiques cherche encore à se rapprocher des normes.

La Cour des comptes n'a pas achevé ses plans stratégiques et opérationnels. Elle n'a pas non plus conclu des accords de soutien avec les bailleurs de fonds pour le financement de ses projets identifiés dans son plan stratégique. Des mesures ont été prises pour remédier à la situation, mais l'avènement de covid-19 en a bloqué la mise en œuvre.

Partenaires potentiels

Les partenaires potentiels ressortent de cette rédaction : Banque mondiale, Ambassade de France (Ministère français des Affaires étrangères), Agence française de développement, Cour des comptes de France. A ceux –ci s'ajouteraient la BAD qui avait manifesté de l'intérêt pour ce programme, et le General Accounting Office qui a approché la délégation de la CC/RDC et avait eu avec son Premier président une rencontre en marge de l'INCOSAI, à Moscou, en Russie. Il va sans dire que l'IDI et le CREFIAF, qui ont déjà tant investi dans ce processus, continueront à se tenir aux cotés de la CC/RDC.

Comment les partenaires peuvent-ils fournir un soutien

La CC/ RDC a des besoins variés en raison des difficultés liées au contexte de ses opérations. Ses besoins concernent les infrastructures immobilières et technologiques, la formation aux normes de conduite des missions de contrôle et la documentation, ainsi que l'actualisation de son code de déontologie, pour prendre en compte la révision de l'ISSAI 30.

La nature du soutien des partenaires dépendra du contenu du plan stratégique 2020-2024.

La préférence est d'avoir un soutien unifié sous la forte coordination d'un partenaire. Chaque donateur peut contribuer à cette initiative.

6. Leçons tirées de la mise en œuvre du projet

L'engagement de la CC/RDC dans le PAP-APP a été ce que les anglophones appellent « *Wake up call* ». En effet, l'élaboration du rapport sur le statut et les besoins de la Cour a permis de percevoir l'étendue de ce qui est attendu d'une ISC, et en conséquence, l'ampleur et l'importance de sa contribution pour faire la différence dans la vie des populations.

A cet égard, la CC/RDC doit pouvoir bâtir sur ses acquis pour se hisser au niveau des exigences de son domaine d'intervention, pour être cette institution modèle dont toutes les autres, notamment du secteur public et de la profession comptable, doivent s'inspirer. Mais elle a besoin d'un soutien pour ce faire. Elle souffre, en effet, d'être resté longtemps en marge des activités de l'INTOSAI, ce qui ne lui a pas permis d'être dans le train des innovations et des autres changements intervenus sur une longue période.

La CC/RDC n'est pas un élément isolé. Tout au long de la mise œuvre du PAP-APP, il est apparu que son sort est étroitement lié à celui de son pays, ainsi que nous l'avons mentionné sous la rubrique relative aux défis. C'est ainsi que l'attention qui lui est accordée est tributaire de ce que les bailleurs acceptent de faire pour la RDC. Les bailleurs souhaitent soutenir la Cour, à condition que les autorités du pays lui redonnent sa place. D'où, il est nécessaire que les hautes directions de l'IDI et du CREFIAF approchent les hautes autorités de la RDC pour leur faire comprendre l'intérêt de disposer d'une ISC capable de jouer le rôle qui est le sien.

Les nouvelles autorités de la RDC paraissent disposées à soutenir le travail de la Cour des comptes dans la mesure où elles se sont engagées dans la lutte contre le détournement de deniers publics et la corruption.

7. Annexe- jalons et plans actualisés- version révisée

Jalon	Mois initialement prévu	Mois effectif	Mois escompté	Activités en bref et commentaires
Établir les fonctions du projet	09. 2018	09. 2018		Point focal et Equipe stratégique constituée dans le délai prescrit.
Evaluation de besoins	12. 2018	05. 2019		L'élaboration du rapport sur le statut et les besoins de la CC/RDC a été finalisée en retard
Consultations des parties prenantes sur les attentes en matière de développement de l'ISC	03. 2019	06.2019		Rencontres avec l'Ambassade de France, l'Agence française de développement, Banque mondiale et discussion en interne et lors des ateliers. Point de vue des partenaires et du personnel pris en compte. La consultation doit être élargie.
Planification stratégique et opérationnelle <i>Plans stratégique et opérationnel approuvé par le chef de l'ISC et communiqué publiquement</i>	10. 2019		10. 2020	Le plan stratégique a été finalisé et adopté son appropriation par les chambres de la CC/RDC doit encore être assurée. Le plan opérationnel doit encore être finalisé.
Planification de soutien externe de long terme <i>Plan de soutien externe approuvé par le Chef de l'ISC et propositions de projet soumises</i>	12. 2019		09 .2020	Non encore réalisée.
Gestion de projet <i>Rapport final du projet approuvé par le comité de pilotage</i>	06. 2020		12. 2020	En cours.
Préparation de la phase II <i>Accord de financement et accord de coopération avec les partenaires et un rapport sur l'état de préparation de la phase II</i>	12. 2020		12. 2020	En cours.